

COHÉSION SOCIALE ET RÉSILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU BURKINA FASO

GRAAD Think Tank;

;

© 2021, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 109157-001-Economic opportunities for youth empowerment and resilience to violent extremism in Burkina Faso



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement



Cohésion sociale et résilience à l'extrémisme violent au Burkina Faso

Note d'orientation politique

Ziniaré, le 19 février 2021



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Cohésion sociale et résilience à l'extrémisme violent au Burkina Faso

Note d'orientation politique

Ziniaré, le 19 février 2021

I. PORTEE DE LA RECHERCHE

Contexte

Avant l'année 2014, le Burkina Faso est reconnu dans le monde pour sa relative paix et sa stabilité, soutenues par la parenté à plaisanterie publicitaire qui joue son rôle dans le maintien de relations paisibles entre les communautés burkinabè. Malheureusement, dès 2015, ce climat de paix va se détériorer avec l'avènement de violence de toutes sortes (violences intercommunautaires extrémistes, pillages et incendies provoquées, prises d'otages, attaques terroristes, extrémisme religieux violent).

Selon diverses sources concordantes¹, de l'année 2015 à 2018, le nombre d'attaques terroristes a cru de manière exponentielle et s'est multiplié par 32 ; passant de 3 à 95 attaques terroristes. Entre février 2015 et avril 2019, les attaques terroristes ont causé la mort d'au moins 558 personnes. Accompagnée d'une inquiétude grandissante pour l'érosion de la cohésion sociale, toute cette situation a conduit à un déplacement massif de populations vers des zones plus sécurisées. Aujourd'hui, le Burkina Faso fait face à un nombre important de personnes déplacées internes (PDI) provenant principalement de l'Est, du Nord et du Sahel. Selon les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 31 décembre 2020, le Burkina Faso a enregistré 1 074 993 déplacés internes en 2020.

Pourtant, dès le départ et pour juguler le phénomène, le Burkina Faso s'est inscrit, comme préconisé par l'ONU, dans l'approche dite de prévention qui se fonde sur la thèse selon laquelle la violence ne vient pas du néant mais a

des origines plausibles à identifier : pauvreté, corruption, injustice, oppression, fragilité de l'État et absence de libertés civiles, entre autres, sont considérées comme des facteurs prépondérants de l'émergence de violences extrémistes (Collovald et Gaïti, 2006 ; CEIDES, 2017 ; PNUD, 2017)² ; UNOCA/UNOWAS, 2017). La conception et la mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) prend racine dans cette approche.

Malheureusement, malgré les efforts importants fournis, les actes de violence tendent à prendre de l'ampleur et à s'étendre géographiquement dans un climat marqué par l'apparition et/ou la persistance de fragilités affectant particulièrement les jeunes (hommes et femmes) et qui sont :

- La pauvreté, entretenue par la faible diversification des économies qui maintient les niveaux de vulnérabilité et d'exclusion relativement élevés (OIT, et al, 2014 ; O. Mamadou, 2015 ; UNICEF, 2017 ; Julie E. Larsen, 2009 ; BAD, 2015, GRAAD Burkina, 2019 ; Banque Mondiale, 2011)³.
- Une forte croissance démographique qui pèse lourd sur la croissance économique et les capacités de création d'emploi (BAD, 2019).

Partant de l'hypothèse que la prévention est une mesure efficace, un tel état de fait est paradoxal et soulève de nombreuses questions, notamment celles de la justesse et de la pertinence des causes identifiées selon les contextes. Quelles sont les voies et modalités de retour vers une paix durable ? Comment faire de la cohésion sociale une arme de la résilience à l'extrémisme violent ?

¹ www.defense.gov.bf | www.unocha.org/west-and-central-africa/rowca/burkina-faso | www.hrw.org/news/2018/05/21/burkina-fasokillings-abuse-sahel-conflict

² Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment, UNDP, September 2017 - <http://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>

journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf

Objectifs de la recherche

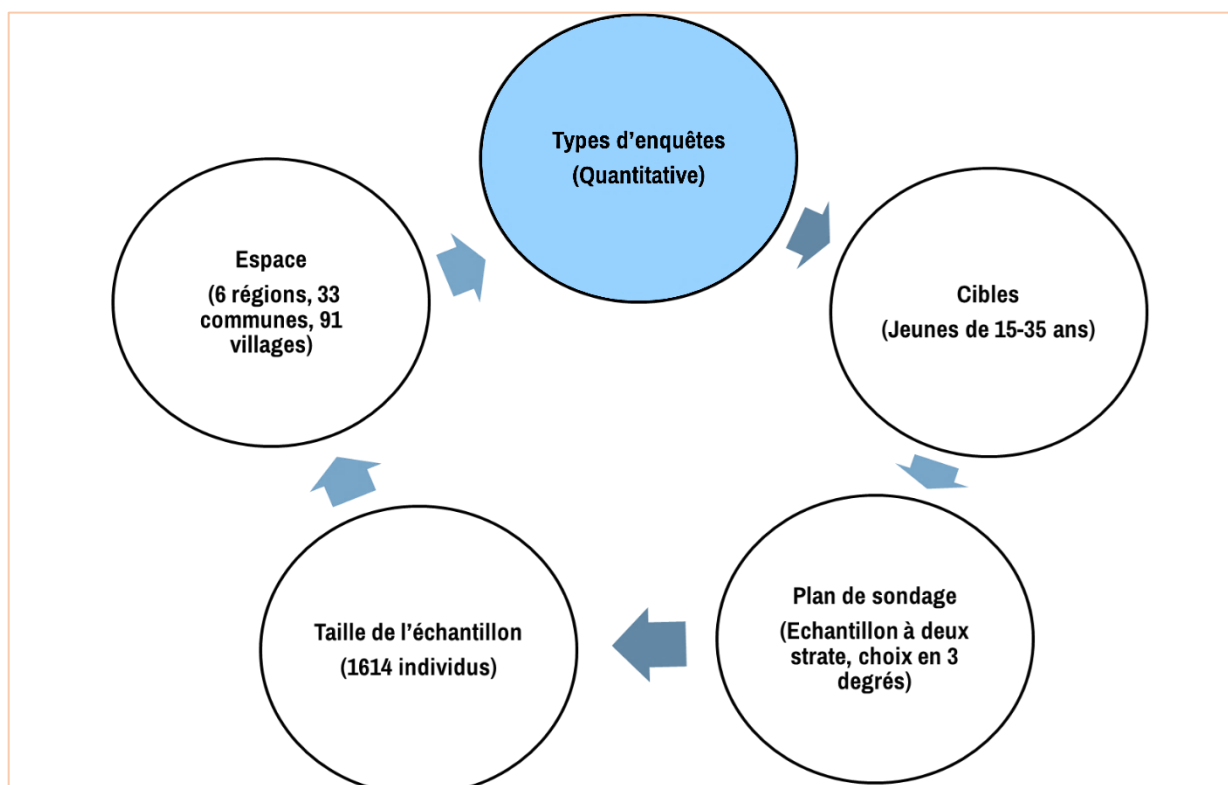
Pour répondre à cette question, l'objectif général de cette recherche de contribuer à combler les lacunes actuelles sur les connaissances en matière de résilience à l'extrémisme violent. Il s'agit spécifiquement de :

- analyser l'état de la cohésion sociale au Burkina Faso
- identifier et analyser les facteurs de résilience des jeunes
- proposer des options de politiques pour renforcer la résilience à l'extrémisme violent.

A terme, il s'agit de contribuer à la consolidation de la cohésion sociale, à la création d'un environnement de paix et de sécurité au Burkina Faso.

Méthodologie de collecte et d'analyse des données

Pour répondre rigoureusement aux objectifs fixés, l'étude a procédé à des enquêtes quantitatives qui ont un échantillon d'environ 1620 jeunes garçons et filles dans six régions. Les données ont été collectées de septembre à octobre 2020 à l'aide d'un questionnaire. Les cibles spécifiques de ces enquêtes étaient les jeunes de 15 à 35 ans. Après apurement, les données ont été traitées et analysées grâce aux logiciels SPSS et STATA. La statistique descriptive et la modélisation économétrique ont été les principaux cadres d'analyse. Par rapport à la thématique ici traitée, le point suivant résume les principales leçons tirées et les recommandations.



II. LEÇONS ET OPTIONS/ACTIONS DE POLITIQUES POUR RENFORCER LA COHESION SOCIALE

Leçon 1

Par ordre d'importance, ce sont les variables « confiance en l'Etat », « inclusion socioéconomique », « tolérance » et « tolérance sentie au niveau local » qui tirent vers le bas l'Indice global de la cohésion sociale.

Recommandations

Recommandation 1.1. : Ce constat suggère de renforcer les politiques de lutte contre l'incivisme, la stigmatisation, la corruption et la drogue pour améliorer la gouvernance administrative. Il faut aussi alléger les procédures de certains dossiers administratifs

Recommandation 1.2. : Elle recommande aussi une politique de modernisation et de promotion des métiers traditionnels locaux (à contextualiser selon les réalités régionales).

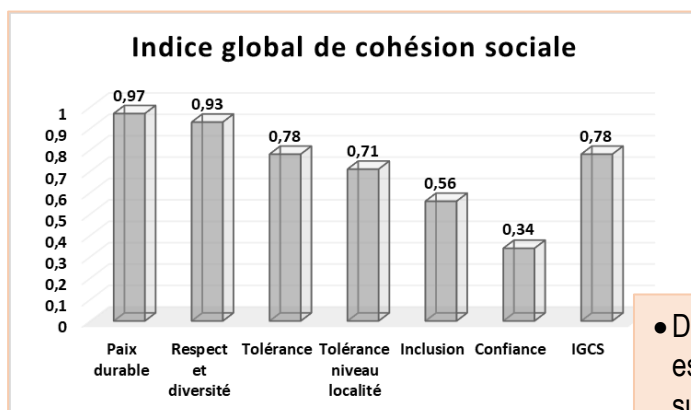
Leçon 2

Le statut de victime de violences (subies) réduit la capacité de résilience face au risque de basculement dans l'extrémisme violent

Recommandations

Recommandation 2.1. : Ce constat appelle à une prise en charge psychologique des personnes déplacées internes (PDI). Il faut s'attendre si non à une autre génération d'extrémistes/terroristes (assurer aux PDI une protection et une assistance juridique).

Recommandation 2.2. : Cette leçon 2 appelle également à redynamiser les centres d'écoute des jeunes et les doter de personnel pluridisciplinaire qualifié.



- Dans l'ensemble, le niveau de cohésion sociale est relativement élevé au Burkina Faso (0,78 sur 1)
- Toutefois, les jeunes ont développé un esprit de faible confiance vis-à-vis des institutions publiques.
- Il se sentent en général exclus du système

Leçon 3

Améliorer la cohésion sociale, accroît les chances de renforcer la résilience face au risque de basculement dans l'extrémisme violent.

Recommandation

Cette leçon 3 recommande la dynamisation des mécanismes traditionnels de réclamation et de gestion des conflits en prenant en compte les réalités régionales, notamment les valeurs culturelles (Comité villageois de conflits, clubs jeunes, etc.).

Leçon 4

La mesure et le suivi régulier du niveau de cohésion sociale est un impératif pour une gouvernance efficace de la question. En cela, la production continue de statistiques actualisées s'impose

Recommandation

Dans l'immédiat, il faut doter les observatoires existants (ONAPREGECC, ONAFAR) en équipements et en ressources conséquents pour le fonctionnement.

Indice moyen de cohésion sociale selon le niveau d'instruction de l'enquêté.e

Indice	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
Tolérance	0,78	0,78	0,79	0,80
Tolérance niveau localité	0,72	0,71	0,70	0,71
Inclusion	0,51	0,54	0,57	0,72
Respect et diversité	0,92	0,93	0,94	0,94
Confiance	0,28	0,35	0,38	0,45
Paix durable	0,97	0,97	0,97	0,95
Indice Global de Cohésion Sociale	0,76	0,77	0,79	0,81

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

- L'esprit de cohésion est positivement lié au niveau d'éducation !

Profil type du jeune burkinabè résilient

- Un comportement/esprit pro-cohésion sociale
- Sexe féminin
- Ayant un emploi (formel ou non)
- Un niveau d'éducation relativement élevé
- Un jeune-adulte vivant en milieu rural qui ne consomme pas de substances psychotropes et vit en général dans
- Jeune en couple monogame

Les jeunes prêts à rejoindre les GAT sont composés de deux sous-groupes :

- jeunes frustrés pour un certain nombre de raisons dont le manque d'emploi surtout et perception d'une absence d'avenir
- de jeunes prêts à rejoindre les groupes armés terroristes GAT sans aucune raison et ceux/celles qui doutent encore.



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement